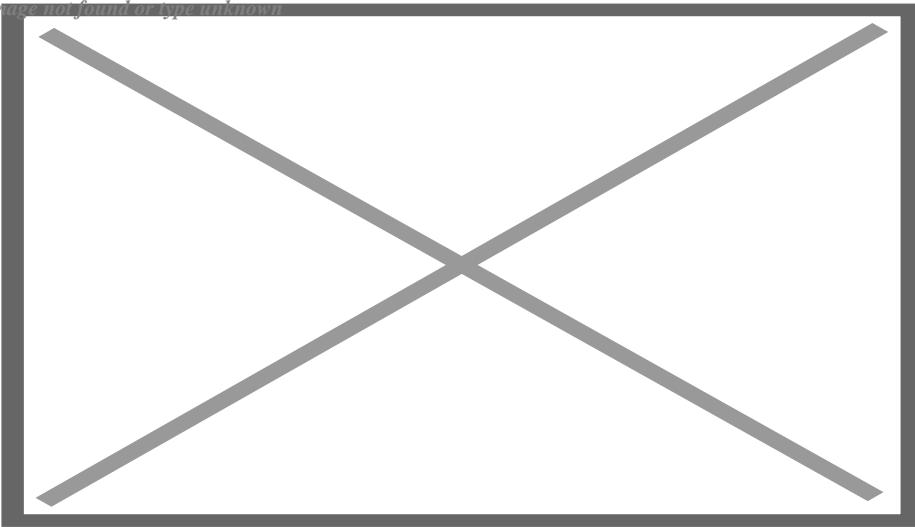


*Intervention de M. Bruno
Rodríguez Parrilla, Ministre des
Relations Extérieures de la
République de Cuba, à la
Réunion Ministérielle du Bureau
de Coordination du Mouvement
des Pays Non Alignés*

Image not found or type unknown



Intervention de M. Bruno Rodríguez Parrilla, Ministre des Relations Extérieures de la République de Cuba, à la Réunion Ministérielle du Bureau de Coordination du Mouvement des Pays Non Alignés

New York, 21 septembre 2022

Thème : « Le rôle du Mouvement des pays non alignés dans la relance mondiale d'après la pandémie : la voie à suivre »

Monsieur Djeyhoun Baïramov, ministre des Affaires étrangères de la République d'Azerbaïdjan ;

Chers ministres et chefs de délégation ;

Chers participants,

Le Mouvement des pays non alignés se bat depuis soixante ans pour défendre nos justes réclamations et les droits légitimes de nos peuples.

Nous sommes cent vingt pays des cinq continents, amalgame hétérogène d'idéologies, de religions, de cultures, de niveaux de développement et d'expériences historiques. Notre diversité, loin d'être une faiblesse, constitue au contraire une force.

Nous représentons la majorité absolue et presque les deux tiers des membres des Nations Unies. Il nous faut agir en faisant preuve d'unité, de cohésion, de créativité et de solidarité pour défendre nos intérêts collectifs.

Il est impérieux de respecter l'application du consensus dans nos prises de décision, comme nos chefs d'État ou de gouvernement l'ont rappelé dans le Document de Cartagena sur la méthodologie et comme ils l'ont ratifié ensuite à La Havane.

Le consensus a joué et joue un rôle clef si nous voulons maintenir la solidarité et l'unité des pays non alignés. Le consensus chez nous signifie un accord considérable et implique des consultations vastes, participatives et transparentes pour y parvenir, mais il n'exige pas ni ne veut dire l'unanimité.

Il nous faut éliminer au plus tôt la tendance négative à vouloir quantifier le consensus. Octroyer à seulement trois délégations la capacité de bloquer un accord des cent dix-sept autres est une pratique nuisible qui, non seulement enfreint les dispositions de Cartagena et de La Havane, mais encore porte atteinte à notre capacité de concertation politique.

La recherche de l'unanimité nous a parfois conduits à la paralysie, même face à des violations flagrantes de la Charte des Nations Unies et du droit international, portant atteinte de toute évidence à notre crédibilité comme Mouvement.

Il nous faut aussi mieux coordonner les positions entre le Mouvement et le Groupe des 77 et la Chine, dans le cadre du Comité de coordination conjointe, ce qui permettra au Sud de faire passer un message d'unité et de solidarité, et d'aborder avec plus de force nos enjeux communs à titre de pays en développement.

Monsieur le Président,

Nous vivons des temps complexes.

La pandémie de la Covid-19 a empiré les graves problèmes auxquels se heurtait déjà l'humanité.

Elle a aggravé la spoliation économique à laquelle se livrent les grandes sociétés transnationales, en particulier dans le secteur pharmaceutique ; elle a accentué les asymétries entre pays développés et pays en développement et a rendu encore plus injuste l'ordre international en place, marqué au sceau de l'inégalité.

L'étape de relance d'après la Covid-19 est grosse d'enjeux, mais aussi porteuse de chances pour le Mouvement. Il nous faut continuer de promouvoir des initiatives qui garantissent le suivi des différentes actions déjà entreprises sous la présidence de l'Azerbaïdjan.

Notre Mouvement doit aussi assumer la responsabilité colossale de conduire, de pair avec le G77 et la Chine, les efforts de tous les pays du Sud pour progresser dans la construction d'un nouvel ordre économique international plus juste, plus démocratique et plus équitable, qui réponde aux aspirations légitimes de nos peuples au développement.

Face aux tentatives d'hégémonie qui sapent le multilatéralisme et cherchent à nous diviser et à nous affaiblir, le Mouvement doit se fortifier comme un forum divers, inclusif et représentatif.

Monsieur le Président,

Les dommages terribles qu'inflige à Cuba le blocus économique, commercial et financier des Etats-Unis, et que ceux-ci ont encore durci, n'auront pas de prise sur notre vocation solidaire et humaniste.

Cuba continuera d'offrir sa modeste contribution à qui la demande, en particulier les pays du Mouvement. Nous le faisons en vertu de notre attachement aux principes fondateurs de Bandung et aux buts et principes accordés à La Havane, et parce que nous sommes profondément convaincus que la solidarité n'est pas un choix, mais un impératif.

Monsieur le Président,

Nous apprécions profondément la position historique du Mouvement des pays non alignés et sa condamnation résolue du blocus criminel et illégal des États-Unis contre Cuba.

Nous sommes convaincus de recevoir une fois de plus le précieux soutien de ses États membres quand l'Assemblée générale des Nations Unies analysera et votera les 2 et 3 novembre prochains, pour la trentième fois d'affilée, le projet de résolution qui réclame la cessation de cette politique.

Le Mouvement des pays non alignés pourra toujours compter sur Cuba, de même que nous comptons, nous, sur votre solidarité et votre appui.

Je vous remercie.

(Cubaminrex)

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/299881-intervention-de-m-bruno-rodriguez-parrilla-ministre-des-relations-externes-de-la-republique-de-cuba-a-la-reunion-ministerielle-du-bureau-de-coordination-du-mouvement-des-pays-non-alignes>



Radio Habana Cuba